

Les sujets qui fâchent... Franck Lepage

Lorsqu'un premier ministre a dit que la démocratie commençait avec des problèmes de couleur de boîtes à lettres, il a proféré un mensonge : la démocratie meurt et s'achève avec des problèmes de boîtes à lettres. Les réunions « crottes de chien et sécuritaire » dans les quartiers sont beaucoup plus qu'une insulte à l'intelligence populaire : elles sont la traduction du mensonge de la « proximité » et de la démocratie locale.

La démocratie ne peut être ni seulement locale (la ville à propos de la ville) ni seulement sectorielle (avec des jeunes à propos des jeunes). Cette démocratie-là s'appelle du contrôle social. Démonstration :

C'est une réunion d'un « comité d'initiatives d'habitants » d'un quartier pauvre (on ne demande à aucun bourgeois de faire des « projets », mais les pauvres sont supposés avoir des initiatives). L' élu du quartier arrive avec un ou deux responsables « des services » (fusibles politiques que l'on entendra très peu ou pas) dans une salle sinistre d'un équipement préfabriqué ou « réhabilité », où l'on a réuni les « représentants » des habitants type, ou plutôt le peuple tel qu'un élu notable se le représente : le beur de service, le vieux garçon chronique, la femme abîmée, et quelques travailleurs sociaux.

L' élu, très en forme, salue familièrement les « vedettes locales ». Il promet d'être bref parce qu'il est débordé, et sera très long. Il exposera tout ce qu'il fait pour le quartier, et notamment qu'il a bataillé contre les autres élus des autres quartiers pour que les bacs à fleurs arrivent dans ce quartier-ci. Il rappelle toutes ses pro-

messes et démontre qu'il les tient toutes : dos d'âne rue Pasteur, poubelles rue Michelet, bacs à fleurs rue Victor Hugo et peut-être... suspense, un petit commerçant qui accepterait de revenir rue Pasteur, mais chut ! Je ne vous ai rien dit.

La promesse du rien

Curieusement, les habitants du groupe d'initiatives n'ont pas été consultés quand la municipalité a décidé d'implanter une grande surface qui a liquidé la quasi-totalité des petits commerçants : des rues entières aux vitrines à vendre. Une riveraine demande ce qu'on fera pour la rue Prévert ! Quand on traite les rues comme des clientèles, il vaut mieux arroser chaque rue ! L' élu promet de pouvoir faire engager des jeunes du quartier par la grande surface commerciale située à la périphérie de la ville mais se déclare impuissant face aux contrats de travail temporaires, inacceptables qui seront pourtant acceptés, car « *c'est mieux que rien pour l'instant* ». Enfin il déplore qu'il y ait eu une pétition d'autres habitants contre l'installation d'un centre d'handicapés près de chez eux, parce que lui, y était plutôt favorable... Maintenant, évidemment, c'est foutu – dit-il.

Enfin, gardant le scoop pour la fin, il annonce le transfert sur ce quartier du futur lycée, et dit avoir gagné la bataille de l'emplacement. La salle très surprise lui dit que le quartier aurait pu être consulté et qu'ils ne sont pas si chauds que cela pour avoir un lycée... Colère : la décision a été prise à son initiative par le bureau municipal, sachant évidemment que c'était une bonne décision pour le quartier. Il rappelle que la dernière consultation pour les digicodes avait (presque) fait l'unanimité. Il partira avant la fin car il a une autre réunion à laquelle il ne peut arriver en retard. On aura pas eu le temps de parler du

droit de vote des résidents étrangers, pourtant à l'ordre du jour.

Pouvoir choisir

Cette histoire banale illustre toute l'ambiguïté de la démocratie représentative locale entendue comme le devoir que croit avoir l' élu du peuple, de satisfaire les demandes concrètes de ses mandants. **La démocratie n'a JAMAIS eu pour fonction d'apporter des solutions, mais de formuler publiquement des problèmes, en confrontant les intérêts contradictoires en présence, et en vue de préparer des arbitrages temporaires entre ces intérêts.**

Était-il pensable que la municipalité donne le choix de la discussion à la population sur l'implantation d'une grande surface et de ses taxes professionnelles, ou d'un lycée, ou qu'elle n'abandonne pas le centre d'handicapé à la première pétition ? Répondre sincèrement à cette question permet de mesurer le chemin qui reste à parcourir entre l'actuelle démocratie de représentation et ses conseils de proximité, et ce que nous appelons démocratie de participation.

Le degré et la qualité de la démocratie se mesurent à la quantité réelle de pouvoir octroyée aux citoyens, dans leur capacité de modifier le fonctionnement réel d'institutions réelles (école, OPHLM, entreprises, justice, santé, aménagement, culture, etc.). Ce qui définit un fonctionnement démocratique, ce n'est pas le respect des formes (conseils) sur des sujets anodins (bacs à fleurs), mais le sujet de la discussion (des enjeux réels) et publicité des contradictions et conflits en présence. Il n'y a pas de plus grandes urgences pour les municipalités, à l'heure où l'école se prépare à être vendue aux opérateurs privés, que d'engager la discussion publique avec les citoyens, les élèves et les enseignants, sur les sujets qui

fâchent : la sélection scolaire, les programmes, les dérogations à la carte scolaire, les enseignements, l'absence de pédagogie... Quelle municipalité démocrate s'y risquera ? Mieux vaut signer un « contrat éducatif local » où la mairie comptabilisera fièrement les heures de « culture du cœur » gratuites, offertes à la population.

Dans les « nouveaux territoires », les communes, vidées de leurs prérogatives, voient leur maigres possibilités de financements soumises à des dispositifs dessinés au niveau européen. La concurrence entre communes et territoires n'a jamais atteint une telle violence. Les communes se gèrent comme des entreprises concurrentes. Victoire du capitalisme ultralibéral. **Les décisions sont de plus en plus techniques parce que les montages financiers sont de plus en plus complexes et les problèmes sociaux de plus en plus explosifs.** La démocratie

ferait perdre du temps. Dans la « nouvelle gouvernance », les élus choisissent avec soin les associations et les représentants du peuple appelés à valider des décisions déjà entérinées avec des experts, et appellent cela de la démocratie locale.

La ville est à nous

Nous voulons des modalités de démocratie participative qui associent des citoyens, y compris les plus précaires, des travailleurs des services, des usagers, dans l'expression, l'analyse et la délibération sur la manière dont les institutions fonctionnent. Nous exigeons le temps de la recherche, qui n'est pas celui d'une soirée-débat, mais d'une année-recherche. Nous demandons les moyens de faire ce travail et les conditions intellectuelles et politiques pour le mener à bien. Nous

voulons des élus démocrates. Nous ne sommes pas leurs clients.

Le local n'a de sens que pour ce que l'on peut y travailler d'universel. Une école en difficulté ne reflète que la difficulté de l'Éducation Nationale toute entière, et nous revendiquons de nous en mêler. Qu'on nous invite à travailler localement sur les problèmes de l'éducation nationale, et l'on pourra commencer à parler de démocratie.

Franck Lepage
novembre 2002
www.nepasplier.fr